

2343

OU VA LA VILLE ?

par

philippe sanmarco

Le texte de cette allocution constitue la synthèse des travaux des deux "ateliers" qui, dans le cadre de la VIIe Rencontre des Agences d'Urbanisme (1), se sont interrogés sur le thème "Où va la Ville ?".

Il a été mis au point par Philippe SANMARCO, Député des Bouches-du-Rhône, qui en était le Rapporteur Général.

- (1) La VIIe Rencontre des Agences d'Urbanisme s'est tenue à Marseille du 16 au 18 Octobre 1985 et avait pour sujet général "Demain nos Villés ?". Elle comprenait 4 séries d'ateliers : Où va la Ville ? ; Nouvelles et anciennes centralités ; Consommation de services et vie urbaine ; Voies et moyens.

Une grande perplexité

C'est une tâche un peu difficile que de faire rapport sur ce thème : tout d'abord parce qu'il faut bâtir la synthèse de deux ateliers de réflexion, mais surtout et assez fondamentalement parce que la question "où va la ville ?" laisse beaucoup de gens perplexes.

En effet, face à cette interrogation, pas de triomphalisme ! beaucoup de modestie et d'incertitudes.

Demain certes, mais aujourd'hui ...

D'abord presque une petite crainte, car en se demandant "où va la ville ? ... Demain ? on pense aussitôt : Mais aujourd'hui, où en est-on ? Est-ce qu'on n'est pas encore en train de faire l'économie de ce type de débats, parce qu'on ne sait plus les mener ? ...

Pas de triomphalisme, car confusément nous avons le sentiment que nous vivons dans ce pays la fin d'une période troublée ; je pensais un peu, en écoutant les divers orateurs, à ce dialogue dans le livre d'Arthur LONDON "L'Aveu", vous vous le rappelez, à la fin, il y a le "tortionnaire" (entre guillemets, car je ne veux pas l'accabler) qui dit à sa victime : "Mais qu'est-ce qui nous est arrivé ?".

Aujourd'hui, on a un peu l'impression que tous ceux qui vivent la ville, se demandent ce qui leur est arrivé au cours des trente dernières années, en trouvant mille et une raisons excellentes pour expliquer ce qui s'est passé, et puis quelques unes de franchement mauvaises.

Qu'avons-nous fait de nos villes ?... Qu'avons-nous fait à nos villes ? ...

Quelle ville ?

Ce qui se dégage aussi, c'est la notion de redécouverte de la ville comme si l'on souhaitait se raccrocher à une bouée. La notion de ville avec ou sans ses zones, sans unité, quasiment sans ville, a donné lieu à de multiples déviations perverses :

- soit le mythe vichyste du retour à la terre ;
- soit le côté "small is beautiful" par rapport aux grosses machines que l'on ne sait plus gérer ; on descend et on va à côté, parce que l'air y est plus pur ;
- ou carrément des réactions comme on a pu le voir dans le monde, quand d'aucuns ont vidé la ville de Phnom penh !

Est-ce que ce n'était pas déjà la ville elle-même et ce qu'elle représentait, qui était à tuer ? ...

Autre approche ... Est-ce que c'est de la grande ville dont on parle ? ... Cela n'a pas l'air ! ou de la petite ville ? ...

Ce ne sont pas les mêmes problèmes. ce ne sont pas les mêmes réponses. Bien que l'image qui se dégage globalement, c'est celle de la grande ville, et qu'elle est négative. c'est cette image-là qui est dominante pour la conscience collective.

et l'histoire ...

Enfin poser la question de l'avenir de nos villes c'est peut-être le faire en termes trop généraux.

Peut-on dire (B. GUILLEMIN l'avait indiqué il y a quelques temps mais il n'est pas le seul) : une ville peut-elle survivre aux raisons qui l'ont faite naître ? ...

Bref, regardons l'histoire, car dans les siècles qui sont derrière nous, il y a eu des hauts et des bas dans l'évolution des villes en fonction des raisons économiques qui les ont faites naître ; et naturellement le demain de nos villes ne peut pas être apprécié sans cette référence et cette intégration.

PLUSIEURS GRANDES LIGNES DE FRACTURE DE NOTRE SOCIETE

A partir de cette perplexité, les différents intervenants font bien apparaître que nous sommes sur une FRACTURE : une fracture à plusieurs aspects que je vais essayer de rassembler, de manière un peu synthétique.

La stabilisation de la population et l'arrêt de la croissance

D'abord une rupture par rapport à ce que sont les tendances porteuses de nos villes depuis 40 ans, telle la tendance démographique qui est globalement stabilisée. Je veux dire par là que l'évolution des campagnes etc ..., est arrivée à un certain pallier.

L'équipement général des villes -aussi bien en services publics qu'en logements- donne lui aussi le sentiment d'avoir atteint un maximum.

Tous ces efforts que, partout, tout le monde a toujours essayé de mener à bien, en termes de satisfaction à ces besoins de confort conduisent à constater que, finalement la ville de demain est déjà faite à 80 %. D'où la question : est-ce bien la peine de se fatiguer encore ? ...

Fracture également, par rapport à une économie qui était portée par elle-même, qui faisait que les acteurs avaient un rôle d'accompagnement (spatial ou fiscal), mais en tant que telle, la ville était niée par l'économie.

.../...

Autre moment de fracture dans cette tendance structurelle de nos villes : un certain sentiment de la fin des espaces libres où, pendant des années, on a réglé les problèmes -notamment de logement- que l'on n'arrivait pas régler dans la ville. D'une certaine manière, on est arrivés à une saturation dans la digestion spatiale.

Les besoins d'emploi et de formation

Deuxième autre grande ligne de fracture : les problèmes d'emploi et de formation, qui sont maintenant (alors qu'ils ne l'étaient pas précédemment) au coeur des problèmes des acteurs et des responsables urbains.

Le marché tout seul ne répond pas aux besoins des gens. Ce sont forcément les responsables, là où ils se trouvent, donc sur le terrain, qui sont interpellés, avec le fait que, pour l'essentiel, ce problème est celui des jeunes. De là la question des conditions de vie des jeunes dans nos villes.

En même temps et parallèlement, l'augmentation considérable des adultes oisifs (soit oisifs au chômage, soit jeunes retraités qui le sont et qui le restent pendant 20, 30 ou 40 ans) pose le problème de l'occupation de tous ces gens dans la ville.

Un cadre d'action inadapté

Troisième ligne de fracture : le cadre général, réglementaire et financier, dans lequel nous nous sommes situés.

Des finances locales fondamentalement inadaptées, à la fois injustes et insuffisantes : aucune réforme marginale ne leur rendra ni la justice, ni un rendement. Elles ont été faites en un autre temps, pour d'autres fonctions, je dirai des fonctions primaires de la ville qui doivent toujours être remplies, qui sont coûteuses, mais qui ne sont pas intégrées dans l'esprit des gens comme étant des besoins qu'ils désirent voir financés. Ce qui rend extrêmement délicat le débat qui a eu lieu entre les participants sur ce qui reste finalement comme moyens d'intervention aux acteurs locaux ? ...

Gestion : il y a déjà 80 % de fait, et de toute façon nous n'avons pas beaucoup de moyens. Création : ce n'est pas vrai !

A noter cependant que ce débat a été globalement ressenti comme un peu faux, dans la mesure où beaucoup d'actes de gestion sont en fait très créatifs.

L'effet des technologies nouvelles

Quatrième grande ligne de fracture : l'injection massive de techniques qui, si nous n'y prenons garde, vont défaire la ville.

On avait déjà assisté aux modifications de fonctionnement des commerces qui ont transféré un certain nombre d'installations (et d'équilibres) hors des villes, créant ainsi de nouveaux problèmes.

.../...

On peut très bien imaginer que, demain, tous les responsables décident, pour des raisons différentes et a priori de bon sens, de créer les grands équipements sportifs ailleurs qu'à la ville. Je laisse les Marseillais imaginer ce que serait leur ville, si demain on sortait le stade vélodrome de Marseille, car il y a plus d'espace ailleurs ! ou encore le terrain de courses là, sur la plage, où il n'a rien à y faire spécialement.

Il y a des tas d'engrenages qui, frappés du sceau du bon sens, peuvent conduire à aggraver la situation de la ville.

Les techniques de communication, laissées à elles-mêmes, risquent fort de conduire à des renforcements de comportements isolés. C'est particulièrement net dans le domaine culturel, car la ville, c'est peut-être aussi le lieu d'expression de la culture. Le développement, évident et ancien, de la télévision maintenant même des vidéo-cassettes, en permettant d'éviter d'aller au cinéma, risque fort d'aggraver les tendances isolationnistes dans la ville.

Il y a là une ligne de fracture extrêmement nette. Alors même que la ville est le lieu de la vie collective, elle ne peut qu'être directement frappée par ces montées de l'individualisme.

LA NON-VILLE

Quelques exemples d'éclatement ou de fausse stabilité :

Les signes d'éclatement ont d'ailleurs été recensés, et sont sous nos yeux : la fuite des grandes villes, et même des petites villes. Pour ce qui concerne notre département; entre les deux derniers recensements de 1975 et 1982 :

- 140 000 personnes ont quitté Marseille

- 100 000 personnes y sont venues.

Cela fait déjà - 40 000 personnes.

Les tendances démographiques à la hausse sont stoppées, et 240 000 personnes qui changent, devant vous, c'est considérable.

Prenons un autre exemple : Martigues a connu m'a-t-on dit une certaine stabilité démographique : on y comptait 40 000 personnes en 1975 et 41 000 personnes en 1982.

En fait, entre ces deux dates : 11 500 personnes y sont venues et 10 500 en sont parties.

Sur 40 000 personnes, cela fait donc la moitié de la population qui a bougé. De plus, sur celles qui sont restées, 3 500 personnes ont changé de domicile. Cela fait des mutations considérables qui ne sont pas neutres, puisque ceux qui quittent la ville ne sont pas n'importe qui, et ceux qui entrent non plus.

Cela pose un problème évident d'analyse et d'outils d'analyse, que certains règlent mieux que d'autres, mais qui implique que nos moyens de connaissance soient enrichis, car ces phénomènes sont gros de conséquences.

Bref, c'est la crise de la ville, la crise économique, sociale, financière.

A quel prix ?

Est-ce au moins au profit des petites villes rurales ? Cela semble être le cas par-ci par-là. de temps en temps, c'est purement du mythe. De toute façon sans mauvais jeu de mots, cela se fait au travers d'un formidable "mitage" du paysage.

Ce retour à la campagne, en a-t-on seulement évalué le coût ? On comprend la motivation de celui qui bouge, mais quel en est le coût collectif ? Est-ce que l'on a essayé de mesurer sur une simple année le coût d'un centre-ville dégradé ? ... Le coût d'H.L.M. de banlieue dans l'état que nous savons ? ...

Or comme précédemment, un formidable effort financier est fait dans les budgets actuels au profit de la construction neuve, en majorité en faveur des logements en accession à la propriété : la construction neuve, forcément, ne se fait pas beaucoup dans le centre-ville, et on voit bien que derrière ce phénomène l'essentiel des finances publiques, dans le domaine du logement est en train de tuer la ville ! ...

A côté de cela apparait la très faible goutte d'eau budgétaire des masses financières, qui sont consacrées aux réhabilitations d'H.L.M. anciennes ou aux surcoûts d'opérations dans le centre-ville.

Donc, quel est le coût réel, le coût financier (on a bien vu tout à l'heure qu'on ne peut pas faire l'économie des contraintes financières) de ce "laisser-sortir" de la ville ? ...

Car, bien sûr c'est la ville qui prend de plein fouet les conséquences de tous ces problèmes.

A quel coût social ?

D'abord le problème du chômage qui est le problème n° 1 de notre société, de nos villes. Puisqu'il va subsister, autant le regarder en face et courageusement. Il devient d'autant plus insupportable que la ville représente le lieu de la solidarité.

Un individu isolé ne restera pas dans sa campagne. Il va venir à la ville, même s'il n'y connaît personne. La ville va l'attirer.

Dans les 100 000 personnes qui sont rentrées à Marseille, il serait très intéressant de connaître le nombre de celles qui sont venues pour cause d'isolement, de chômage.

La ville attire précisément tous les exclus de la société, ne serait-ce que parce qu'on y vit la nuit. La ville change la nature même du problème. Je veux dire par là que le fait qu'il y ait 40 000 à 45 000 chômeurs étalés "mités" (pour reprendre l'expression de l'habitation dans le paysage) est une chose qui est tout aussi dramatique pour les intéressés, mais collectivement moins ressentie. Quand ils sont concentrés tous au même endroit, le problème lui-même change de nature.

La ville est frappée de plein fouet par ce phénomène-là, et elle va l'être de plus en plus.

Les ségrégations sociales y sont plus visibles. Etant plus visibles, elles sont plus choquantes, et encore plus mal ressenties.

Or, les finances locales, d'une manière générale sont exangues. Les phénomènes de désinflation que connaît notre société à juste titre, ne peuvent qu'aggraver encore ces difficultés, puisque depuis 40 ans l'essentiel des efforts est bâti sur l'emprunt.

Alors les conséquences sont là : tensions politiques, racisme, sécurité.

Je passe sur les images qui ont déjà pris les formes que nous savons dans notre pays, mais que d'autres pays voisins connaissent encore mieux : je cite simplement Liverpool.

UN CONSTAT INQUIET APPELANT ...

Un grand effort d'identification

Alors, "demain la ville" ... où va-t-elle ? ... c'est à partir de ce constat inquiet, que si nous laissons faire les choses, nous risquons de les voir empirer. Il est nécessaire de ramasser les énergies pour répondre au malaise des gens qui habitent cette ville, et d'abord faire écho à un formidable besoin d'identification.

Recréer une identité dans des sociétés bouleversées, chahutées, savoir d'où l'on est, savoir quel est le lieu géographique qui symbolise et exprime son enracinement dans la société, connaître le lieu qui exprime sa participation à la vie collective ? ... Et, ceci, des manières les plus diverses.

La recherche de la ville, loin d'être une mode, ne devra pas pour autant être l'objet d'un modèle ou de projets standards -comme on en a tant connu- mais il devra être marqué par une grande diversité.

Une reconquête de la ville sur elle-même

Ce qui est revenu souvent dans les débats -j'ai essayé de synthétiser des interventions assez diverses- c'est d'abord que la ville de demain est, pour l'essentiel déjà là.

Elle est déjà là, mais elle va subir une très profonde transformation interne.

Le directeur de l'Agence d'Urbanisme de Lyon a pris l'exemple de photographies aériennes qui seraient comparées à 25 ou 30 ans d'intervalle. Globalement les photos seraient identiques, si on se rapproche, si petit à petit on fait des zooms, on va s'apercevoir de mutations formidables, dans l'utilisation des vêtements, dans la répartition des gens, dans le fonctionnement même de la ville.

La ville est là, sous nos pas, M Virgili parlait de reconquêtes qualitatives de la ville, là où elle est (et pas à la campagne, parce que c'est plus facile de tirer des traits sur des plans) autour d'un réseau de projets urbains, au travers d'une exigence de rigueur partout.

Certains ont beaucoup développé la notion que, finalement, la crise révèle beaucoup de gaspillages d'espace, d'argent. La crise a imposé de la rigueur partout, et d'abord dans tout ce qui est l'action publique des communes.

Une politique de formation

Certains ont même insisté sur l'investissement dans les agents publics des villes, les personnels communaux, afin de répondre aux besoins nouveaux de l'emploi-formation.

Emploi, en termes spatiaux, bien sûr, mais aussi en termes de fiscalité. Mais dans ces domaines, tout a été fait, et l'originalité est vite atteinte.

Par contre, politique de filières, politique de branches, politique de matière grise sont à prendre en compte, car aucune situation n'est identique à la voisine. Aucun acteur économique ne pose un problème identique à son voisin. Pour chacun, il y a une réponse adaptée, aussi bien en termes de charges sociales que d'autres formes de gestion. Bref de la dentelle !...

L'emploi, la formation : il est évident qu'aujourd'hui, si l'on veut faire l'économie du thème de la formation dans les villes, il vaut mieux arrêter tout de suite la réflexion. Il est au coeur de l'équilibre économique et social de la ville de demain. Donc, tout ce thème de la formation est à reprendre : naturellement avec ceux qui en ont la charge, mais en y mettant les contraintes et les volontés qui s'expriment sur place.

Une utilisation massive mais bien contrôlée des technologies nouvelles

"Demain la ville", c'est également utiliser massivement les technologies nouvelles, dont j'ai noté tout à l'heure le caractère dangereux si on les laisse se développer par elles-mêmes, mais qui peuvent être des éléments de rassemblement et de reconstitution de la conscience collective perdue, à condition précisément d'être mises au service d'un projet commun.

A cet égard, tous les débats sur le câble : essais, programmes, etc ... sont des débats extrêmement importants fondamentalement politiques. De la manière dont on arrivera à les maîtriser, viendront des phénomènes d'accumulation d'individualismes et d'isolement, ou au contraire, des réseaux et des outils de convivialité, de vie communautaire et de culture vivante.

Une solidarité consciente

A propos de prise de conscience des conditions de l'avenir de la ville beaucoup de participants ont insisté sur la nécessité de rassembler toutes les forces économiques et sociales car chacun, isolé, ne peut plus s'en sortir.

.../...

Il y a là un enjeu de démocratie à réinventer, et un enjeu de participation des habitants, car rien ne se fera si les objectifs ne sont pas clairement affichés, les volontés clairement déclarées, le débat profondément enraciné dans le tissu social tel qu'il est.

A cet égard, deux problèmes (je souligne qu'ils n'ont pas été abordés dans les deux ateliers et que je ne suis pas complètement transparent à leur égard) suscitent la même réaction d'inquiétude et d'angoisse, et donc de rejet :

- d'une part la situation des jeunes dans la ville est un problème qui n'est pas maîtrisé, qui est mal posé et qui fait peur. Il ne peut déclencher, tant qu'on en restera là, que des manifestations de violence accrue. Il faudra bien, si l'on veut bâtir le projet de la ville de demain sur une conscience collective, qu'il y ait l'adhésion de tout le monde. Les jeunes sont là ! Comment les faire adhérer ?

- puis naturellement -personnellement, je souhaiterais que ce soit précisément de la part des urbanistes que vienne cette revendication- le problème de pans entiers d'habitants de la ville qui n'ont pas accès aux processus de décision.

C'est d'ailleurs pour cette raison que le problème de l'intégration des communautés d'origine immigrée doit être posé, non en termes moraux, non en termes philosophiques, mais en termes d'urbanisme, de vie en ville.

Je mets au défi qui que ce soit de bâtir la ville de demain sur l'enracinement et le rassemblement de ses habitants, si l'on continue de faire qu'une grande partie de ceux qui l'habitent est exclue de tous les processus de décision. Je souhaiterais que ce soit par le biais des acteurs de l'urbanisme que cette revendication passe, et non pas celui des politiques purs, aussi nobles leurs raisons soient-elles.

Quelles formes cela peut-il prendre ? ... Une expérience a été faite à ... mais qui paraît peu reproductible dans une très grande ville.

Il faut y réfléchir. Cela ne doit pas être un élément de division de plus. L'objectif est de rassembler : rassembler les habitants. Il faut donc arriver à convaincre et trouver l'outil technique. Au-delà des susceptibilités de citoyenneté, la question qui se pose est : comment, dans la ville, associer tout le monde au processus de décision. Je croyais que, dans une démocratie, le seul mode que l'on avait trouvé était le droit de vote. Je reste convaincu que c'est le seul. Peut-être faut-il au départ se débarrasser de son idée de citoyen ?

Il faut rassembler les citoyens, les habitants qui sont là et qui sont condamnés à vivre ensemble, et à qui même on doit, petit à petit, inculquer le fait que vivre en ville, c'est formidable et que c'est, au contraire, une chance.

AGIR DANS QUATRE DIRECTIONS

Un formidable rôle d'entraînement des Agences

Pour conclure, le rôle des élus et des techniciens des Agences d'Urbanisme, à ce moment de notre histoire, loin d'être terminé, recommence (forcément différemment) pour une autre période. Mais c'est un rôle formidable et d'abord d'entraînement.

Beaucoup a été dit dans ces ateliers, et surtout sur les outils qui manquaient. J'ai noté aussi que l'on a dit que beaucoup d'études excellentes étaient faites et n'étaient jamais lues par personne ! ... Et, en particulier par les élus ! Je le prends d'ailleurs à mon compte.

C'est là une question intéressante que je tirerai un tout petit peu plus loin. Ne remarquez-vous pas que le débat politique sur la ville, à l'occasion de chaque échéance électorale tourne vite au même langage codé que le langage politique national (que je ne critique pas du tout d'ailleurs : il a parfaitement son sens pour son niveau) ?

Mais le langage politique, ou plutôt la traduction des enjeux politiques de la ville a-t-elle trouvé son discours ? ... Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est très insatisfaisant. C'est ce que j'ai ressenti des différents débats.

Amener les grandes féodalités administratives à composition

Au moment où les moyens financiers sont limités (et le resteront) raison de plus pour être rigoureux sur ce qui est contrôlé directement par la puissance publique et où il y a énormément de progrès à faire. Mais également pour s'attaquer (c'est là le rôle des Agences de demain) pour forcer un petit peu, provoquer, faire cesser l'isolement des grandes féodalités de cette fin de siècle qui sont dans nos villes (on vient de voir que c'est là que va prendre concrètement la forme de l'explosion ou de la paix sociale). Ces grandes féodalités que restent les Caisses d'Allocations familiales, la S.N.C.F., les A.S.S.E.D.I.C., les A.N.P.E. les Directions Générales des Télécommunications, les D.D.A.S.S. Toutes ces grandes administrations, publiques ou privées, qui décident souverainement ce qu'elles ont à faire, sans en rendre compte, du moins dans l'immédiat, à l'espace géographique dans lequel elles évoluent, alors qu'elles le marquent profondément.

Comment faire, si pour l'avenir de la ville, nous nous arc-boutons uniquement sur le budget des communes ? autant mettre tout de suite la clef sous la porte.

Il ne s'agit pas de mettre la main sur le pactole du voisin ; mais il s'agit de faire prendre conscience que nous sommes condamnés à vivre ensemble, y compris "eux", et que l'ensemble de ces grands financements, naturellement orientés en fonction des choix nationaux (là le rôle de l'Etat est fondamental) doit s'intégrer, sur le plan local, au sein d'une idéologie qui rassemble tout le monde, comme je viens de l'indiquer.

Bref reconstruire localement la volonté nationale de solidarité.

Cela peut prendre des formes diverses. Certains ont pris le mot de "structures à géométrie variable" ; certaines agences sont très proches du terrain, d'autres s'élèvent petit à petit : intercommunales, d'agglomérations.

Cela peut prendre des formes diverses en fonction du thème d'analyse de la Ville. On en voit déjà des embryons : Les zones d'éducation prioritaire, les missions locales, le rapport SCHWARTZ, les Conseils de la Commission pour le Développement social des quartiers., qui ne sont pas normés. Chaque agglomération a inventé la sienne.

Bref une grande diversité.

Planifier

Ce rôle d'implusion, ce rôle d'entraînement, appartient bien à ceux qui ont en charge l'urbanisme. Ceci devrait se traduire par une notion assurément très ancienne, qui est en train de perdre son contenu au niveau national, mais qui peut retrouver une nouvelle jeunesse au niveau local, qui est le Plan, la planification et non la seule planification urbaine au sens spatial du terme, mais la planification urbaine permettant de réunir tout le monde.

C'est au travers de ce débat, de cet échange que nous pourrons, à ce moment-là, essayer de nous sortir de la contrainte formidable qui est en train de peser sur la ville.

Créer un réseau de villes

Pour terminer, également une idée qui a été émise sur le fait que, si chacun part dans cette direction, de la même manière on risque de se recréer des difficultés identiques. Certains ont émis l'idée d'un réseau de villes, pas forcément limité au territoire national.

Je veux donner l'exemple de la ville de Marseille qui vit de plein fouet ce type de préoccupations. Naturellement, elle a besoin de savoir ce qui se passe à Lyon ou ailleurs, mais ce qui se passe à Barcelone, à Gênes ou à Alger est aussi important pour elle.

POUR CONCLURE

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je souhaitais ramasser comme synthèse ou chacun, il est vrai, ne retrouvera pas exactement ce qu'il a dit.

Je suis, en tant qu'élu marseillais, fier que ce débat ait pu avoir lieu chez nous. Je pense que l'un des enjeux est précisément de reconstituer le puzzle éclaté des consciences collectives, et d'enrayer les symptômes d'isolement qui commencent à devenir extrêmement dangereux.

Je terminerai sur la proposition de J. HERBULOT de l'Agence de Marseille : que nous nous retrouvions chaque année pour faire le bilan de l'avancement des projets en cours. Naturellement, Marseille sera très contente de vous accueillir.